

« N'injurions pas l'avenir »

samedi 23 octobre 2004, par [Bernard Guetta](#)

Le Monde - 21/10/2004

Nous avons abaissé, snobé, blessé la Pologne. Au moment où nous tentons de retrouver sa confiance, nous faisons pire avec la Turquie

Varsovie hier, Ankara maintenant, nous répétons la même erreur. Nous gaspillons nos capitaux politiques, nous nous acharnons, aujourd'hui, à perdre l'amitié de la Turquie comme nous avons tout fait, il y a quinze ans, pour bafouer la Pologne.

Les Polonais avaient une passion pour la France. Nous étions à leurs yeux - et c'était vrai - la nation qui s'était le plus totalement solidarisée avec Solidarité. Tout faisait d'eux des alliés de choix dans l'Europe en gestation, mais, non contents de n'avoir jamais cherché à comprendre ce qu'étaient leurs ambitions et leur regard sur le monde, nous avons tant laissé voir nos réticences devant l'élargissement que nous les avons dressés contre nous.

Cette maladresse avait ses raisons. Habités à conduire l'Europe avec le soutien allemand, nous nous interrogeons sur notre place dans une Union à vingt-cinq. Tout à notre projet d'Europe-puissance, nous mesurons que les pays sortis du soviétisme préféreraient consolider l'Alliance atlantique plutôt qu'affirmer un nouveau pôle occidental.

Nous n'avions pas tort. Le problème était réel mais, au lieu d'en débattre, de chercher à rapprocher la Pologne de nos thèses, nous avons voulu croire qu'elle ne compterait pas. Nous l'avons abaissée, snobée, blessée, et c'est au moment même où nous tentons de retrouver sa confiance que nous faisons pire encore avec la Turquie.

Soit qu'ils aient peur d'inclure 80 millions de musulmans dans l'Union, soit qu'ils pensent que ce nouvel élargissement tuerait pour longtemps l'idée d'Europe politique, les trois quarts des Français et la majorité de leurs élus se dressent dans un refus des Turcs. Avant même d'avoir vérifié la validité de ces craintes par les quinze années de négociations à venir, nous leur jetons ce « non ! » vindicatif au visage comme s'ils étaient, cimenterre entre les dents, les factotums de l'Amérique.

Nous les giflons comme s'ils étaient des envahisseurs primitifs et non pas cette vieille nation qui s'est tournée vers l'Europe depuis plus d'un siècle et demi, à laquelle nous avons fait des promesses et pour laquelle l'Europe était, avant tout, la France, sa langue et sa République.

Arrêtons là ! Cessons de faire de nos amis nos ennemis ! Redevenons rationnels, car le seul pays qui soit un obstacle durable sur la voie

de l'Europe politique est déjà membre de l'Union. C'est la Grande-Bretagne, et, pour la faire bouger un jour, nous avons besoin de connivences et pas d'isolement, d'amis avec lesquels aller plus loin plus vite et pouvoir anticiper la puissance européenne au sein de l'Union.

Nous le pourrions avec la Turquie comme nous le pourrions avec la Pologne, car l'une et l'autre ont envie d'exister sur la scène internationale, ont une revanche à prendre sur de longues éclipses, et verront bientôt - commencent à voir déjà - qu'elles ne le peuvent pas plus que nous en dehors de l'Europe.

Leur évolution sera la nôtre. N'injurions pas l'avenir.